(1)

(N° 34.)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1872-1873.

RÉVISION DU CODE DE COMMERCE (1).

(LIVRE I, TIT. IX, DES SOCIÉTÉS.)

RAPPORT

FAIT PAR M. **PIRMEZ**, SUR LES ARTICLES ET AMENDEMENTS RENVOYÉS
A LA COMMISSION (2),

MESSIEURS,

Votre commission a examiné les différentes questions que vous lui avez renvoyées.

Le résultat de son examen est consigné dans les articles auxquels il se réfère.

ART. 156^{bis}.

Le rapporteur a signalé, dans la séance de la Chambre du 20 novembre dernier,

(1) Projet de loi, n° 14.

Rapport sur les titres I à IV, X et XI, livre I^{er}, n° 48.

Rapport sur le titre IX, livre I^{er}, n° 60.

Rapport sur les titres IX et XI, livre II, n° 105.

Rapport sur les titres VI et VII, livre I^{er}, n° 154.

Amendements, n° 57, 74, 72, 90, 96, 98, 113 et 118.

Rapport sur les amendements du Gouvernement aux titres VI et VII, livre I^{er}, n° 94.

Rapport sur un amendement au titre VI, livre I^{er}, n° 100.

Titres VI et VII, livre I^{er}, adoptés par la Chambre, au premier vote, n° 99.

Rapport sur les amendements du Gouvernement au titre VIII, livre I^{er} (n° 104).

Titre VIII, livre I^{er}, adopté par la Chambre, au premier vote, n° 120.

Rapport sur des amendements et des articles du tit. VIII, liv. I^{er}, renvoyés à la commission, n° 125.

Rapport sur un amendement et des articles des titres I à IV, livre I^{er}, renvoyés à la commission, n° 126.

Projet de loi contenant les titres I à IV, livre I^{er}, amendé par le Sénat, n° 173.

Rapport sur ce projet de loi, n° 26.

Amendements du Gouvernement au titre IX, livre I^{er}, n° 116 (session de 1871-1872).

Rapport sur ces amendements, n° 24.

Amendements au titre IX, livre I^{er}, n° 28 et 33.

(2) La commission est composée de MM. VANHUMBÉECK, président, VERMEIRE, PIRMEZ, CROYT, VAN ISEGH EM, GERRITS et SAINCTELETTE.

} Session de 1870-1871.

} Session de 1871-1872.

les difficultés que soulève une application de la loi hypothécaire à la matière des sociétés.

Les conservateurs des hypothèques exigent que les pouvoirs des gérants ou des administrateurs de société soient authentiquement constatés. Ils appliquent ainsi aux représentants directs et nécessaires des sociétés, les dispositions inscrites dans la loi pour les mandataires ordinaires.

Votre commission s'en référant aux considérations développées par son rapporteur, vous propose d'inscrire dans la loi l'article suivant :

ART. 157^{ms}. « Les sociétés agissent par leurs gérants ou administrateurs dont » les pouvoirs s'établissent par l'acte constitutif ou par les actes postérieurs faits » en exécution de l'acte constitutif. »

ART. 160.

La rédaction de la dernière partie de cet article a été critiquée, non sans fondement.

Votre commission vous propose de le supprimer pour reporter dans une section spéciale la solution de toutes les questions que soulèvent les actions contre les associés.

ART. 204.

Le dernier alinéa de cet article détermine l'effet de l'approbation du bilan comme décharge de l'administration.

Voici les principes qu'il consacre :

Sauf réserve contraire ou indications mensongères, l'approbation du bilan vaut décharge de la part de la société, de la part des actionnaires présents qui le votent et de la part des actionnaires absents.

Les droits des actionnaires opposants seuls sont réservés.

M. Demeur, tout en approuvant, en thèse générale, cette solution d'une question importante, a demandé si la décision de l'assemblée générale lie les absents, quant à leur action individuelle, même quand il y a eu violation des statuts.

La question est délicate.

En théorie pure, les administrateurs sont les mandataires de la société et non des associés. La Cour de cassation, dans son arrêt du 17 juin 1864, a fait application de ce principe.

Si on en tirait, dans notre matière, des conséquences rigoureuses, on devrait admettre que les associés ne peuvent exercer que l'action de la société, et qu'ils sont par suite non recevables, quand elle y a renoncé.

Comme l'assemblée générale a incontestablement le droit de statuer sur le sort de cette action sociale, il en résulterait que l'assemblée générale, par sa décision, rendrait non recevables toutes les actions particulières des associés.

Dans le but d'avoir une garantie de bonne gestion, le projet n'a pas admis ce système, pas même dans le cas où l'administrateur s'est tenu dans les limites des statuts.

Il permet aux actionnaires de conserver leur action individuelle, seulement,

il exige qu'ils en fassent, par un vote ou une protestation, une réserve formelle à l'assemblée; les actionnaires présents qui approuvent le bilan et les actionnaires absents sont forclos par la décision de la majorité.

Ce n'est pas, remarquons le bien, par une dérogation aux principes que cette foreclusion est prononcée contre les absents, l'exception existe dans la consécration de l'action de la minorité opposante, malgré la décision de l'assemblée générale.

Cette application du principe aux absents est, du reste, pleinement justifiée en équité. En n'assistant pas à l'assemblée générale, les actionnaires doivent être censés adhérer à ce qui y sera décidé; ils auraient mauvaise grâce de se plaindre des résolutions d'une assemblée à laquelle ils ne font pas même connaître ce qu'ils demandent d'elle.

En examinant la question exclusivement à ce point de vue, il faudrait décider que, même s'il y a eu des faits contraires aux statuts, la décision de l'assemblée et les actionnaires absents sont liés.

Vainement objecterait-on que l'assemblée ne peut autoriser des infractions à la loi sociale. Il ne s'agit pas d'autoriser ces faits pour l'avenir et de modifier ainsi les statuts; il s'agit de faits consommés et de la réparation pécuniaire qui peut en naître. Or, entre les deux ordres d'idées, il n'y a aucune identité. L'assemblée ne peut sans doute pas plus autoriser une infraction statutaire, qu'on ne peut autoriser une infraction pénale; la permission de violer les statuts est aussi inopérante que la permission de commettre un délit; mais quand la violation des statuts est commise, il peut être traité sur les dommages qui en résultent aussi valablement que sur le préjudice causé par un délit. L'action en réparation, qui existe dans les deux cas, est un simple droit à une somme d'argent, qui n'a rien de plus inaliénable que s'il avait sa source dans un contrat.

Mais, quittant ces principes rigoureux, on trouve une considération qui milite fortement pour que l'on déroge à la règle qui lie l'action individuelle des actionnaires absents aux décisions de l'assemblée. Ils peuvent prétendre que l'assemblée n'est réunie que pour apprécier une gestion faite dans les limites des statuts sociaux, que s'ils s'en sont référés à la majorité pour juger cette gestion; ils n'ont pas par là même admis qu'elle pût approuver des actes étrangers à l'objet de la société; qu'ainsi il est impossible de supposer une adhésion de leur part.

Rien n'empêche d'admettre cette thèse; mais il est clair qu'elle suppose que les actionnaires n'ont pas été par la convocation informés des actes qu'ils pouvaient avoir à approuver; s'ils ont été, par l'ordre du jour, mis en demeure de se prononcer, l'absence de protestation équivaut incontestablement à une adhésion.

Il est clair, du reste, que les droits des tiers restent saufs; l'assemblée générale ne les représente pas.

Votre commission vous propose, pour conserver ces principes, de rédiger ainsi l'art. 204.

« S'il n'y a réserve contraire, et si le bilan ne contient ni omission, ni indication fautive, dissimulant la situation réelle de la société; l'adoption du bilan vaut décharge pour les administrateurs et les commissaires, de la part de la

» société et des actionnaires qui ne s'y sont pas opposés. Toutefois, cette
 » décharge n'est pas opposable aux actionnaires absents quant aux actes faits
 » en dehors des statuts, s'ils ne sont indiqués dans la convocation. »

ART. 204^{bis}.

L'amendement de M. Elias, présenté comme devant former cet article, est reporté par la commission dans la section *des prescriptions*, qui prendra le titre : *Des actions et des prescriptions*.

ART. 207.

On est d'accord sur la portée de cet article qui n'a été renvoyé à la commission que pour rédaction. Elle propose de formuler ainsi la fin de l'article.

« ..... En cas d'exagération du capital, le tiers aura le droit de réclamer de
 » cette personne, à défaut de la Société, une somme suffisante pour qu'il soit
 » dans la même situation que si le capital énoncé avait été le capital récl. »

ART. 208.

Cet article détermine la manière de calculer la valeur des obligations à prime, lorsqu'elles sont remboursées anticipativement.

Il applique le mode de calcul qu'il indique à tous les cas de liquidation. M. Demeur propose d'en limiter l'application à la faillite.

Cet amendement entraînerait les inconvénients les plus graves.

Il ne faut pas perdre de vue que la loi impose dans plusieurs cas la dissolution des sociétés anonymes : si le capital est réduit d'une certaine quotité, si le nombre des associés est inférieur à sept.

Notre législation était à peu près muette sur la liquidation des sociétés, il a paru nécessaire de régler cette matière qui, dans la législation anglaise, est l'objet de dispositions aussi complètes que celles qui traitent des sociétés en exercice.

Deux systèmes se présentaient quant au mode de payer les dettes sociales :

Le paiement successif des dettes à leur échéance ;

Le paiement simultané de toutes les dettes, quel que soit leur terme.

Dans le silence de la loi, c'est le premier système qui doit prévaloir ; aucune disposition de nos lois ne rend, par le fait de la liquidation, les dettes exigibles, et il est absolument impossible qu'il en soit ainsi, puisque la conséquence d'une pareille mesure serait la faillite de la société en liquidation ; elle se trouverait en effet sous le coup d'une exigibilité générale de ses engagements avant d'avoir pu réaliser son actif.

Mais ce système serait désastreux à la fois pour les créanciers et pour les actionnaires.

Les créanciers à terme devraient attendre l'échéance de leur créance, pendant que l'on payerait les créances exigibles ; il y aurait donc par le fait même création d'un privilège au profit des créances qui viennent à échoir les premières et au détriment de celles qui devraient attendre de longues années peut-être leur paiement sur ce qui restera de l'avoir social.

Les actionnaires ne seraient pas moins victimes d'un pareil système, puisqu'ils devraient attendre l'échéance de la dernière dette pour recevoir leur part de l'actif net.

En restant dans cette voie, on ne va à rien moins, dans les cas où il y a des obligations se payant par annuités en quatre-vingt ans, qu'à instituer une liquidation de pareille durée.

Personne ne soutiendra certainement un pareil système, qui serait l'organisation de la dilapidation de l'avoir des sociétés en liquidation.

Il faut donc, comme le projet l'a fait dans l'art. 244, décider que toutes les dettes de la société seront payées concurremment, sans distinction de la date d'exigibilité.

Mais ce point admis, faut-il, quant aux dettes qui ne portent pas intérêt ou dont l'intérêt a été joint au capital, les payer sans déduction de l'escompte ?

Évidemment ce serait méconnaître tous les principes de justice, et faire un véritable cadeau au créancier que de lui solder immédiatement sans déduction ce qu'il ne doit recevoir qu'à terme.

Les créances doivent donc être ramenées à leur valeur au moment de paiement par l'escompte.

Cette règle, aussi juste qu'elle est nécessaire à la prompt solution des liquidations, est générale.

Il s'agit seulement de savoir comment il faut procéder, quant aux obligations remboursables à prime par annuités.

La commission propose de les ramener à leur valeur vraie au jour de paiement, par l'escompte à 5 p. %.

On reconnaît que ce système est équitable en cas de faillite, il ne peut dès lors pas être inique en cas de liquidation volontaire ou forcée, mais sans suspension de paiement.

La liquidation ne demande pas moins impérieusement que la faillite, la faculté du paiement immédiat, sans lequel elles s'éterniseraient également. Si l'escompte de ces titres est le moyen, dans une faillite, de fixer leur valeur véritable par rapport aux autres créances, il produit le même résultat dans une liquidation.

Si on repousse ce moyen, il n'y a que deux issues à la situation : attendre le jeu de l'amortissement ou payer de suite la valeur nominale du titre.

Le premier moyen est la plus déplorable mesure que l'on puisse concevoir ; le second serait une véritable spoliation des actionnaires, un acte d'une révoltante iniquité, qui aurait pour résultat de presque doubler leur dette, alors que par la liquidation leur avoir sera presque toujours compromis, et cela pour faire un véritable don, sans motif avouable, à leur créancier.

Le système de calcul admis par notre article pour les obligations dont il s'agit, ne prive pas le créancier du droit de remboursement par une somme supérieure à son prêt, mais il le ramène à sa valeur au jour du paiement, comme toutes les autres dettes. Pourquoi y aurait-il exception ? Serait-ce parce que le remboursement est fixé par le sort ? Mais la date moyenne du remboursement est parfaitement connue. Serait-ce parce que les intérêts existent concurremment avec le remboursement à un chiffre supérieur à l'émission ? Mais ces deux éléments s'unissent pour former l'annuité qui comprend les intérêts et l'amortissement, e

c'est cette annuité qui, calculée pour chaque obligation, en fait sa valeur réelle.

Sans rentrer dans des détails mathématiques à cet égard, il suffit de dire qu'en appliquant le mode de calcul indiqué par la commission, l'obligataire recevra une somme égale, si non supérieure au cours des meilleures obligations de nos chemins de fer. Il pourra certainement se trouver heureux de remplacer un titre d'une société en liquidation par un titre de premier ordre.

Votre commission ne peut admettre qu'il soit juste de condamner les actionnaires, parce qu'ils ont le malheur d'avoir dû liquider, à payer à leur créancier une somme nécessaire pour qu'il achète deux titres semblables à celui qu'on lui rembourse et qu'il double ainsi son capital et son revenu. S'il avait l'heureuse chance de prendre avec ce qu'on lui rembourse des obligations d'une société se mettant aussi en liquidation, il aurait quadruplé sa mise première.

Il n'est pas de subtilité juridique qui tienne devant de pareilles conséquences.

Aucun motif de droit, du reste, ne s'oppose à la solution qui vous est proposée. Nos lois n'ont jamais hésité à déclarer une charge rachetable quand le rachat constitue un affranchissement utile; elles ont été plus loin en prohibant pour les rentes toute clause de non remboursement. Notre loi ne s'applique qu'à l'avenir, et il sera dorénavant de droit qu'une créance contre une société est remboursable en cas de liquidation; cette disposition nécessaire et équitable sera censée faire partie des contrats.

Votre commission repousse l'amendement.

ART. 214 ET 215.

Votre commission a adopté avec quelques modifications les amendements proposés par son rapporteur, et qui ont pour objet de déterminer le caractère des sociétés coopératives.

Ces deux articles seraient rédigés comme suit :

« ART. 214. La société coopérative est celle qui se compose d'associés engagés »
 » solidairement ou divisément sur tout leur patrimoine ou jusqu'à concurrence »
 » d'une mise déterminée, ne pouvant céder leur intérêt social, mais dont le »
 » nombre ou les mises peuvent varier sous certaines conditions, soit par admis- »
 » sion ou retraite d'associés, soit par augmentation ou diminution des engagements »
 » ou des valeurs fournies.

» ART. 215. La société coopérative n'existe pas sous raison sociale; elle est »
 » qualifiée par une dénomination particulière.

» La société doit être composée de sept personnes au moins.

» Elle est administrée par un ou par plusieurs mandataires, associés ou non »
 » associés, qui ne sont responsables que du mandat qu'ils ont reçu. »

ART. 216.

M. Demeur a soulevé la question de savoir si la nullité prononcée pour l'omission d'une des nombreuses énonciations de cet article est indispensable.

Votre commission a reconnu que tous les points indiqués dans l'article doivent être réglés, mais elle estime qu'il n'est pas nécessaire que les parties le fassent elles-mêmes.

Elle a donc fait deux catégories de ces énonciations : les premières sont imposées aux parties, à peine de nullité; les secondes sont, à défaut des parties, suppléées par la loi.

Cet adoucissement à la rigueur de cette disposition demande sa division en trois articles qui seraient rédigés comme suit :

« ART. 216. L'acte constitutif de la société doit déterminer, à peine de nullité, les points suivants :

- » 1° La dénomination de la société, son siège;
- » 2° L'objet de la société;
- » 3° La désignation précise des associés;
- » 3° La manière dont le fonds social est ou sera ultérieurement formé, et son *minimum*.

» ART. 216^{bis}. L'acte indiquera, en outre :

- » 1° La durée de la société, qui ne peut excéder trente ans;
- » 2° Les conditions d'admission, de démission et d'exclusion des associés et les conditions de retrait de versements;
- » 3° Comment et par qui les affaires sociales seront administrés et contrôlés et, s'il y a lieu, le mode de nomination et de révocation du gérant, des administrateurs et des commissaires, l'étendue de leur pouvoir et la durée de leur mandat;
- » 4° Les droits des associés, le mode de convocation, la majorité requise pour la validité des délibérations, le mode de votation;
- » 5° La répartition des bénéfices et des pertes;
- » 6° L'étendue de la responsabilité des associés, s'ils sont tenus des engagements de la société, solidairement ou divisément, sur tout leur patrimoine, ou jusqu'à concurrence d'une somme déterminée seulement.

» ART. 216^{ter}. A défaut de dispositions sur les points indiqués en l'article précédent, ils seront réglés comme suit :

- » 1° La société dure dix ans;
- » 2° Les associés peuvent se retirer de la société; ils ne peuvent en être exclus que pour inexécution du contrat; l'assemblée générale prononce les exclusions et les admissions et autorise les retraits de versements;
- » 3° La société est gérée par un administrateur et surveillée par trois commissaires, nommés de la même manière que dans les sociétés anonymes;
- » 4° Tous les associés peuvent voter dans l'assemblée générale; ils ont voix égale; les convocations se font par lettre chargée, signée de l'administration; les résolutions sont prises en suivant les règles indiquées pour les sociétés anonymes;
- » 5° Les bénéfices et les pertes se partagent chaque année, par moitié par parts égales entre les associés, et par moitié à raison de leur mise;
- » 6° Les associés sont tous solidaires. »

ART. 227.

Les amendements proposés à l'art. 214, nécessitent la suppression du premier paragraphe de cet article.

Le second paragraphe serait ainsi rédigé :

« Les créanciers personnels de l'associé ne peuvent saisir que les intérêts et » dividendes lui revenant, et la part qui lui sera attribuée à la dissolution de la » société. »

ART. 236.

Le second paragraphe de cet article doit être reporté au titre des actions et prescriptions.

SECTION VIII.

La rubrique doit être *des actions et des obligations*.

C'est une question également difficile en droit et importante en pratique que celle qui consiste à déterminer comment les droits des tiers contre la société s'étendent contre les associés.

La constitution des sociétés en personnes morales a pour effet principal d'interposer entre les tiers et les associés une individualité juridique qui exerce les droits et répond des obligations sociales.

Mais cette fiction a-t-elle pour effet de faire disparaître la réalité, et les associés sont-ils affranchis de tous liens avec les tiers ?

En étudiant la nature des sociétés, on se convainc aisément que la fiction n'a pas la même force dans tous les cas.

L'être moral est toujours distinct des associés, mais il n'en est pas toujours indépendant.

Dans la société en nom collectif, l'être moral n'est pas autre chose que la réunion des associés eux-mêmes ; ce sont eux qui s'obligent directement envers les tiers ; la raison sociale n'est que l'abrégé de leurs noms individuels réunis.

Il en est incontestablement de même dans la commandite simple ; c'est encore une collectivité de personnes déterminées qui compose la société, et la circonstance que les engagements de quelques-unes d'entre elles sont limités, n'apporte aucune modification à la nature des obligations prises.

Il est évident que le tiers qui a traité avec l'une de ces sociétés doit avoir une action directe contre ses véritables débiteurs ; seulement il est utile, pour éviter des contrariétés de jugement, de ne pas laisser les actions s'attaquer aux individus isolés, avant qu'il soit statué sur l'obligation contractée par la collectivité.

La loi doit donc consacrer le principe de l'action directe, en exigeant que la condamnation de la société précède ou au moins soit accompagnée de la condamnation de l'associé.

La situation est bien différente dans la société anonyme.

Comme on l'a dit souvent, la société anonyme est une société de capitaux ; on n'y trouve pas trace d'associés prenant une obligation quelconque vis-à-vis des tiers ; c'est l'être moral, absolument indépendant de personnalités quelconques, qui s'oblige sur le gage qu'il tient des versements qui ont été faits.

Il est donc impossible de concevoir juridiquement une action directe du

créancier à l'actionnaire; c'est ce qu'a jugé la Cour de cassation par son arrêt du 18 mars 1843 ⁽¹⁾.

Mais les créanciers ne doivent pas être dépourvus du droit d'atteindre les actionnaires qui, s'étant engagés à verser des capitaux, n'ont pas encore exécuté leurs engagements.

La société, qui est leur débitrice, est la créancière de ces actionnaires, et elle doit pouvoir exercer ses droits à leur égard, conformément à la disposition de l'art. 1166 du Code civil.

Mais cette action indirecte rencontre, à défaut d'organisation spéciale de la loi, des difficultés pratiques insurmontables.

Les versements sont généralement subordonnés à un appel de fonds fait par le conseil d'administration ou par un autre collège de la société. Comment les créanciers s'y prendront-ils pour faire décider cet appel de fonds? Si, en l'absence de cette formalité, ils assignent des actionnaires, ceux-ci exciperont non-seulement du défaut de cette formalité, mais ils prétendront avec raison qu'ils ne peuvent être condamnés à verser que si une mesure générale y oblige tous les associés et leur assure à eux-mêmes utilement la subrogation légale accordée à ceux qui payent pour d'autres.

Or, on ne voit pas en vertu de quelle disposition un tribunal pourrait aujourd'hui condamner le collège compétent de la société à faire un appel de fonds; comment arriver à ce résultat, par exemple, si ce droit appartient à l'assemblée générale?

Il peut même arriver que des créanciers à terme aient un très-grand intérêt à faire opérer les versements, c'est le cas qui se présenterait si un grand nombre d'actionnaires solvables se retiraient de la société et pourraient atteindre la prescription quinquennale avant que l'exigibilité de la plupart des créances permit une déclaration de faillite.

Votre commission vous propose de régler cette matière par un article contenant deux dispositions.

La première accorde aux tribunaux le droit de décider les appels de fonds lorsque la conservation des droits des tiers l'exige; la seconde détermine le mode de l'action indirecte contre les actionnaires. On conçoit que les conditions nécessaires pour former ces demandes ne doivent pas être identiques; la demande de décrément des versements peut être faite par des créanciers à terme; l'action contre les actionnaires suppose, comme l'action directe, l'exigibilité de la créance.

La société coopérative est à l'égard de la personnification de la société sur la même ligne que la société anonyme, il faut donc y appliquer les mêmes principes.

Il serait peut-être plus conforme à la véritable nature des choses d'y assimiler complètement la Société en commandite par actions; telle eût dû être la conséquence de la suppression d'une raison sociale et de sa constitution franchement caractérisée comme société anonyme à gérants responsables; on s'en est abstenu par respect pour la tradition. Mais quant au point qui nous occupe, la société doit

---

⁽¹⁾ *Pasicrisie*, 1843, I, 151.

continuer à être regardée comme mixte. L'action directe existera donc contre le gérant; les actionnaires seront assimilés aux actionnaires des sociétés anonymes.

Pour compléter cette matière des actions contre les associés, on peut ajouter ici ce qui concerne les associés momentanés et les participants.

M. Elias a proposé l'amendement suivant :

ART. 204^{bis}. « Les actionnaires qui refusent l'approbation du bilan, peuvent, » s'ils possèdent le cinquième au moins des actions représentées à l'assemblée » générale, demander au président du tribunal de commerce la nomination d'un » ou de trois commissaires spéciaux ayant pour mission de vérifier les livres et » comptes de la Société.

» Cette demande doit être faite dans les dix jours de l'assemblée générale. Elle » doit contenir énonciation des faits qui peuvent faire présumer que des fautes, » irrégularités ou négligences graves ont été commises dans la gestion.

» Le président pourra exiger un cautionnement ou la consignation d'une » somme suffisante pour le payement des frais de vérification, lesquels seront » supportés par les demandeurs, à moins qu'il ne résulte des faits révélés une » condamnation à des dommages-intérêts ou une révocation des administrateurs.

» Les commissaires spéciaux auront tous les droits accordés aux commissaires » ordinaires par l'art. 197 du présent code.

» Dans le délai fixé par le président, délai qui ne pourra dépasser celui de » l'art. 250, ils seront tenus de déposer au greffe du tribunal de commerce un » rapport sur la situation de la société et spécialement sur les faits énoncés dans » la demande.

» Ce rapport sera dès lors à la disposition des actionnaires qui pourront y » puiser les éléments nécessaires à leur action contre les membres du conseil » d'administration. »

Le principe de cet amendement est emprunté à la législation anglaise. (*The companies act*, 1862, art. 56 et suiv.)

Il a pour but de sauvegarder les droits de la minorité.

Il constitue une garantie qui peut dans certains cas avoir des effets utiles, mais il peut, s'il n'est prudemment circonscrit, donner lieu à des abus redoutables.

Le droit d'investigation attribué à la minorité peut avoir pour résultat de réprimer des faits de fraude qu'une majorité aurait intérêt à dissimuler, mais il peut aussi conduire à faire connaître à des concurrents qui auraient acquis un certain nombre d'actions des résultats commerciaux ou industriels que la société a le plus grand intérêt à tenir secrets.

C'est ce que la loi anglaise a prévu en disant : « La demande de cette mesure » sera justifiée par telle preuve que pourra requérir le bureau du commerce, » dans le but de constater que les demandeurs ont de bonnes raisons de requérir » cette investigation et qu'ils ne sont mûs par aucune intention mauvaise (by » malicious motives). »

Et pour éviter ce résultat, la condition essentielle c'est de juger contradictoirement. C'est une mauvaise justice que celle qui n'entend qu'une partie. Il faut donc admettre la société à faire connaître les motifs qui s'opposeraient à la demande, à discuter les mobiles qui ont pu la dicter. Pour qu'il puisse en être ainsi, sans attribuer au président du tribunal de commerce une juridiction qu'il

n'a pas aujourd'hui, il convient de confier la décision au tribunal qui entendrait les parties en chambre du conseil.

Cet amendement, auquel votre commission donne une rédaction nouvelle, prend naturellement place dans les dispositions relatives aux actions.

La section VIII serait donc composée des articles suivants :

« I. (Cet article vient après l'art. 248.)

» Aucun jugement en raison d'engagements de la société, portant condamnation personnelle des associés en nom collectif ou en commandite simple et des gérants de commandite par actions ne peut être rendu avant qu'il y ait condamnation contre la société.

« II.

» Les créanciers peuvent dans toutes les sociétés faire décréter par justice les versements stipulés aux statuts et qui sont nécessaires à la conservation de leurs droits ; la société peut écarter l'action en remboursant leur créance, à sa valeur après déduction de l'escompte.

» Les gérants ou administrateurs sont personnellement obligés d'exécuter les jugements rendus à cette fin.

» Les créanciers peuvent exercer, conformément à l'art. 1166 du Code civil, contre les associés ou actionnaires, les droits de la société quant aux versements à faire et qui sont exigibles en vertu des statuts, de décision sociale, ou de jugements.

» III.

» Le tribunal de commerce peut, dans des circonstances exceptionnelles, sur requête d'actionnaires ou de coopérants possédant le cinquième des intérêts sociaux, signifiée avec assignation à la société, nommer un ou plusieurs commissaires ayant pour mission de vérifier les livres et comptes de la société.

» Il entend les parties en chambre du conseil et statue en audience publique.

» Le jugement précisera les points sur lesquels portera l'investigation et fixera la consignation préalable à effectuer pour le paiement des frais ; ces frais pourront être compris dans ceux de l'instance auxquels donneraient lieu les faits constatés.

» Le rapport sera déposé au greffe.

» IV

» Les associés momentanés seront assignés directement et individuellement.

» Il n'y a entre les tiers et le participant qui s'est tenu dans les termes d'une simple participation aucune action directe.

» V

» Les actions contre les sociétés se prescrivent dans le même temps que les actions contre les particuliers.

ART. 249.

« Sont prescrites pour cinq ans, etc. »

Les propositions que votre commission a l'honneur de vous soumettre ont été arrêtées de concert avec M. le Ministre de la Justice.

Le Rapporteur,
EUDORE PIRMEZ.

Le Président,
VAN HUMBÉECK.